

POINT CONJONCTUREL AU 3^e TRIMESTRE 2010

Benoît RIEM

Rédaction achevée le 17 décembre 2010

CONTEXTE NATIONAL

Au troisième trimestre, l'activité française a progressé de +0,4 % après +0,7 % au deuxième trimestre, grâce à une demande intérieure soutenue. La croissance de l'ensemble des économies avancées a été de 0,6 % après 0,7 % au deuxième trimestre. Au quatrième trimestre, l'économie française croîtrait à un rythme de 0,5 % et sur l'ensemble de l'année 2010, la croissance s'établirait à 1,6 %. Au premier semestre 2011, le taux de croissance de l'activité fléchirait légèrement : 0,3 % au premier trimestre et 0,4 % au deuxième trimestre.

La reprise de l'investissement se poursuivrait à un rythme modéré et la consommation progresserait de manière modeste, en ligne avec les gains de pouvoir d'achat. Après une contraction ininterrompue depuis le deuxième trimestre 2008, l'activité de la construction renouerait avec la croissance.

Au regard de la baisse de l'activité, l'ajustement de l'emploi pendant la crise est resté modéré. L'emploi continuerait de progresser, à un rythme proche de celui de 2010 : les créations d'emploi dans le secteur marchand non agricole seraient de l'ordre de 51 000 au second semestre 2010 et de 50 000 au premier semestre 2011. Le taux de chômage continuerait de baisser lentement et atteindrait 9,1 % à la mi-2011 (9,3 % au troisième trimestre 2010).

SYNTHÈSE RÉGIONALE

Le redémarrage de l'économie picarde se confirme au troisième trimestre, mais la reprise reste fragile. Le rythme de l'activité industrielle se renforce, surtout dans le secteur agroalimentaire. Dans les services, malgré un faible repli, l'activité reste attractive. **Néanmoins, le secteur du bâtiment est toujours fragile.** Les perspectives d'activité des entrepreneurs restent mesurées pour les mois à venir.

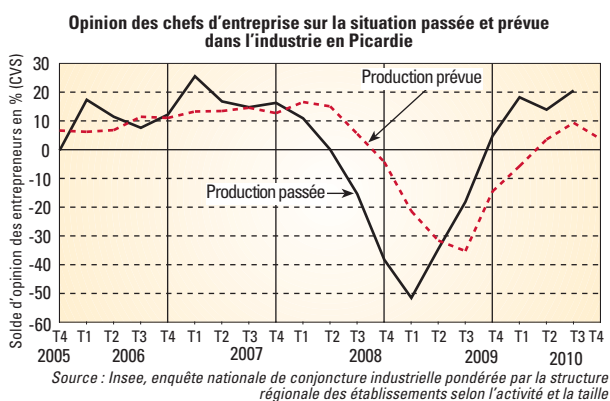
Les créations d'entreprises diminuent au troisième trimestre 2010. Ceci est dû au repli du nombre de créateurs d'auto-entreprise. Hors auto-entrepreneur, les créations se maintiennent (+1,8 %).

Malgré une certaine reprise économique, le nombre de demandeurs d'emploi est toujours en hausse. **Le taux de chômage continue d'être élevé** : il touche 11,0 % de la population active. La croissance de l'emploi salarié des secteurs marchands (+0,2%) est plus modérée qu'au deuxième trimestre.

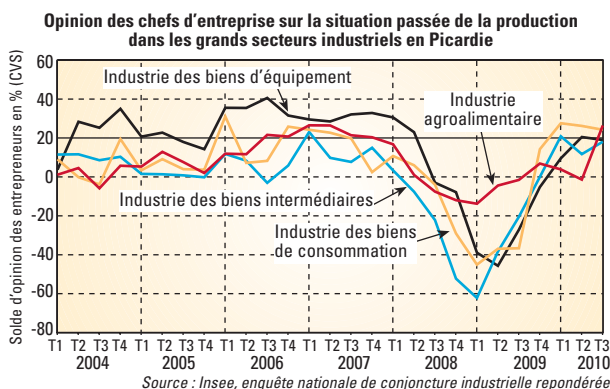
En Picardie, selon les enquêtes de conjoncture dans l'industrie d'octobre 2010, **l'activité industrielle repart à la hausse depuis le quatrième trimestre 2009**. La demande adressée aux industriels est jugée dynamique et en progression comme attendu lors des prévisions du trimestre dernier. Les stocks sont toujours jugés peu étoffés.

Pour le dernier trimestre 2010, les perspectives d'évolution de la production et de la demande sont en léger ralentissement.

Au niveau national, les industriels estiment que leur activité passée s'est redressée. Les carnets de commande, globaux comme étrangers, sont toujours peu garnis. Les derniers résultats de l'enquête mensuelle nationale laissent apparaître une incertitude conjoncturelle avec un indicateur synthétique des affaires qui se replie un peu.



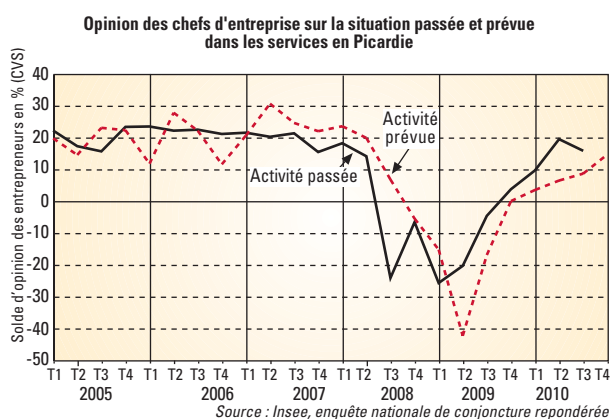
Dans tous les secteurs de l'industrie, les chefs d'entreprise déclarent que leur activité passée est dynamique. Par rapport au trimestre précédent, la production et la demande globale dans les secteurs des biens de consommation et d'équipement restent soutenues. Le secteur agroalimentaire enregistre une activité de production importante ce trimestre mais la demande reste tenue. Dans les biens intermédiaires, la production et la demande sont favorables mais les industriels de ce secteur prévoient un ralentissement pour les prochains mois.



Selon les enquêtes de conjoncture dans les services d'octobre 2010, **l'activité reste favorable mais diminue un peu dans les activités immobilières et les services aux entreprises**. Dans les services aux particuliers, les entrepreneurs estiment que leur chiffre d'affaires s'est légèrement replié par rapport au trimestre précédent.

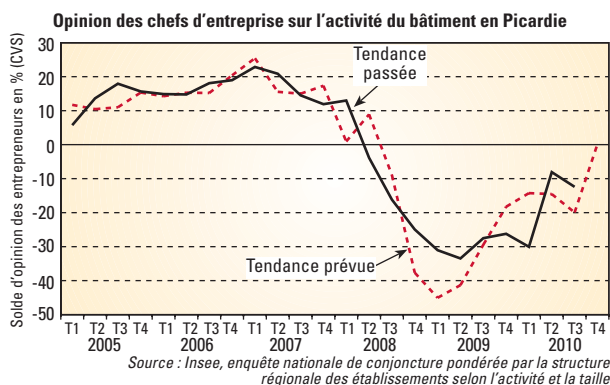
Pour les mois à venir, les entrepreneurs anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires. Le résultat d'exploitation devrait rester stable.

En France, le climat conjoncturel dans les services est également jugé stable. L'activité devrait être similaire pour les mois à venir.



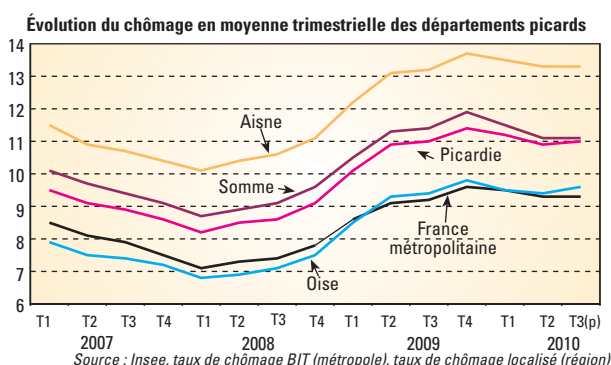
Selon les enquêtes de conjoncture dans le bâtiment d'octobre 2010, **l'activité se dégrade dans le second-œuvre et reste fragile dans le gros-œuvre**. Les carnets de commandes sont toujours jugés inférieurs à la normale. La situation de trésorerie de l'ensemble du secteur s'améliore, mais les délais de paiement de la clientèle s'allongent. Pour les mois à venir, les entrepreneurs estiment que leur situation devrait s'améliorer mais est, pour l'instant, toujours difficile.

En France, l'activité dans le bâtiment est toujours hésitante mais devrait s'atténuer dans les prochains mois.



En moyenne sur le troisième trimestre 2010, le **taux de chômage en Picardie est de 11,0 % (10,9 % au deuxième trimestre)**. Il est au même niveau qu'au troisième trimestre 2009. Pour la France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,3 % de la population active, soit 2,6 millions de personnes. Il est stable par rapport au trimestre précédent.

Le taux de chômage reste important dans l'Aisne (13,3 %) et dans la Somme (11,1 %). Après deux trimestres de baisse, le taux de chômage isarien repart à la hausse. Il atteint 9,6 %, soit 0,3 point de plus que la France métropolitaine.



Au 30 septembre 2010, la **demande d'emploi continue de progresser**. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi) **augmente de 2,5 % en Picardie et de 3,3 % en France métropolitaine**.

Les demandeurs d'emploi sont plus nombreux dans les trois départements picards. Cependant, leur augmentation est moins rapide que les trimestres précédents. Le nombre de demandeurs ne progresse que de 0,2 % sur un an dans le département de la Somme mais de 2,9 % dans l'Oise. Le département de l'Aisne est toujours celui où la progression est la plus forte avec 4,1 % sur un an.

	Demandeurs d'emploi (en milliers)	Évolution sur 1 an (en %)	Part des moins de 25 ans (en %)	Part des femmes (en %)
Aisne	28,4	4,1	22,7	47,8
Oise	35,1	2,9	23,0	49,2
Somme	26,2	0,2	23,8	47,7
Picardie	89,7	2,5	23,2	48,3
France	2 688,5	3,3	18,4	48,5

Source : Direccte - Champ : DEFM de catégorie A (données brutes)

Par rapport au trimestre précédent, le nombre de demandeurs d'emploi picards progresse de 3,5 %. La part des moins de 25 ans augmente : 23,2 % contre 20,5 % au deuxième trimestre 2010 (en France respectivement 18,4 % et 15,5 %).

Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont toujours les plus touchés. En un an, leur nombre s'accroît de 15,2 % pour atteindre 15 100 personnes touchées. Cette augmentation est similaire en France, avec 16,0 %.

L'emploi picard continue de croître au 3^e trimestre 2010, mais de manière plus modérée qu'au trimestre précédent. La Picardie enregistre une évolution trimestrielle de +0,2%, soit un gain d'environ 600 emplois¹. Ce taux est comparable à celui enregistré au niveau national ce trimestre (+0,1 %) mais reste plus défavorable en évolution annuelle (-0,4 % contre +0,4 %).

Ce trimestre, l'emploi picard est stable dans la construction tandis qu'il décroît de 0,7 % dans le commerce. Cela contraste avec les embellies du trimestre dernier (+0,9 % et +0,8 % respectivement) et explique la croissance plus modérée de ce trimestre. Au niveau national, ces deux secteurs sont stables (-0,1 % et +0,1 % respectivement).

Dans l'industrie, les pertes d'emplois continuent au même rythme qu'au trimestre précédent, aussi bien au niveau régional (-0,6 %) que national (-0,5 %).

Dans les services marchands picards, l'évolution de ce trimestre est identique à celle du trimestre précédent, même hors intérim. Cette croissance est plus marquée en Picardie (+0,6 % hors intérim, +1,1 % sinon) qu'en France métropolitaine (+0,2 % hors intérim, +0,4 % sinon).

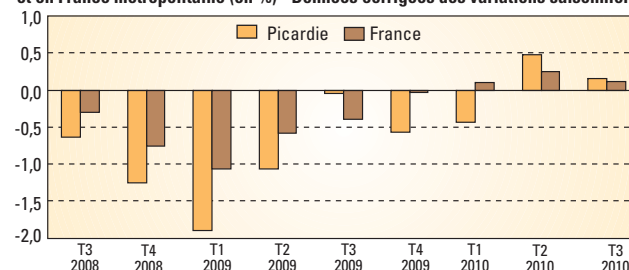
¹Emplois salariés marchands (y compris intérim) des établissements affiliés à l'URSSAF, en données corrigées des variations saisonnières.

Taux d'évolution de l'emploi salarié marchand en Picardie et en France métropolitaine - Données CVS en % en fin de trimestre

	Évolution trimestrielle		Évolution annuelle	
	Picardie	France métropolitaine	Picardie	France métropolitaine
Ensemble des secteurs	0,2	0,1	-0,4	0,4
Industrie	-0,6	-0,5	-3,9	-2,6
Construction	0,0	-0,1	-0,9	-1,0
Commerce	-0,7	0,1	-1,1	0,2
Services marchands	1,1	0,4	2,6	2,1
dont intérim	5,0	4,1	29,2	22,0

Source : Insee, estimations d'emploi, Epure

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand en Picardie et en France métropolitaine (en %) - Données corrigées des variations saisonnières



Évolution de l'emploi salarié marchand en Picardie - Données CVS en nombre en fin de trimestre

	Évolution trimestrielle		Évolution annuelle	Niveau
	2 ^e tr. 2010	3 ^e tr. 2010	3 ^e tr. 2010	3 ^e tr. 2010
Ensemble des secteurs	1 892	595	-1 480	394 745
Industrie	-791	-737	-4 573	112 693
Construction	329	-14	-336	37 347
Commerce	607	-497	-841	74 753
Services marchands	1 748	1 842	4 270	169 953
dont intérim	777	901	4 291	18 961

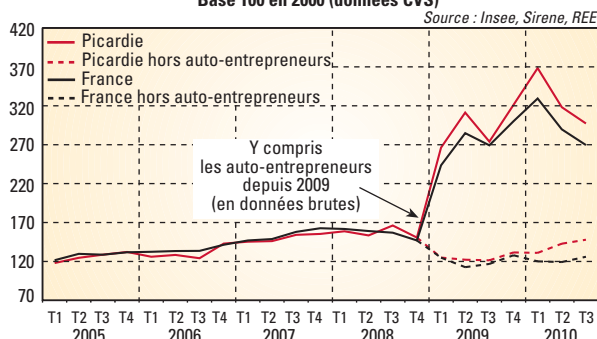
Source : Insee, estimations d'emploi, Epure

La diminution du nombre de créations d'entreprises, enregistrée au trimestre précédent, se poursuit en Picardie comme au niveau national. La baisse est de 7 %, même si le niveau de créations reste élevé. Comparé au même trimestre de l'année 2009, les créations augmentent de 8,5 % en Picardie alors qu'en France, ce nombre reste stable (142 000 créations). **La part des auto-entrepreneurs dans le total des créations tend à diminuer en Picardie** (52,5 % contre 66,5 % au premier trimestre 2010) et en France (53,5 % contre 63,3 % au premier trimestre). La création hors auto-entrepreneur se maintient autour de 3 000 nouvelles unités.

Comparé au deuxième trimestre 2010, la plupart des secteurs les plus porteurs de la création d'entreprise enregistrent une baisse du nombre de créations : -17,9% pour le soutien aux entreprises, -8,2 % pour la construction et -7,9 % dans le commerce. Le secteur des services aux ménages se maintient.

Sur les douze derniers mois, 12 500 entreprises ont été créées en Picardie, soit une hausse de 30,6 %. Ce nombre de créations augmente dans les trois départements picards. C'est le département de l'Oise où la hausse est la plus importante : +36,3 %. En France, l'augmentation est moins forte (+ 26,2 %).

Évolution des créations en France et en Picardie
Base 100 en 2000 (données CVS)



Créations d'entreprises par secteur d'activité - données CVS

	2010 2 ^e trim	2010 3 ^e trim	3 ^e tr. 10/ 2 ^e tr. 10	3 ^e tr. 10/ 3 ^e tr. 09
Picardie dont :	3 060	2 858	-6,6	8,5
Industrie	152	130	-14,7	12,6
Construction	499	458	-8,2	27,7
Commerce, réparation	703	648	-7,9	-2,0
Transport	58	67	15,6	28,5
Hébergement, restauration	159	143	-10,2	16,0
Information et communication	96	108	12,1	3,1
Activités financières	50	47	-5,8	8,0
Activités immobilières	88	72	-19,0	18,6
Soutien aux entreprises	628	515	-17,9	-2,1
Enseignement, santé, action sociale	191	219	14,6	-11,1
Services aux ménages	440	457	4,0	30,6
France	153 494	142 836	-6,9	0,1

Source : Insee, Sirene REE

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les enquêtes de conjoncture

L'Insee effectue des enquêtes nationales auprès des entreprises des secteurs de l'industrie, des services et du bâtiment. Les résultats régionaux sont obtenus en appliquant aux indicateurs nationaux élémentaires la structure régionale des établissements selon leur secteur d'activité et leur taille. Le profil régional est établi à partir des masses salariales de la source CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif).

Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, écarts entre les proportions d'entrepreneurs qui estiment la situation « en hausse » et « en baisse » au regard de la question posée. Les réponses « stable » n'influencent pas la valeur des soldes. Cette représentation améliore la lisibilité sans perte d'information notable.

L'interprétation des soldes d'opinion est fondée sur l'évolution des séries plutôt que sur leur niveau. On peut toutefois comparer les soldes d'opinion à leur moyenne de longue période afin de tenir compte du comportement usuel de réponse des chefs d'entreprise.

Le taux de chômage

Le taux de chômage est estimé à partir de l'Enquête Emploi et en adoptant les critères européens. Est définie comme chômeur toute personne qui déclare ne pas avoir travaillé au cours d'une semaine déterminée, être à la recherche active d'emploi et être disponible dans les 15 jours qui suivent pour prendre un travail.

Les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)

Depuis 2009, les demandeurs d'emploi sont répartis en cinq catégories (A, B, C, D et E). La catégorie A concerne les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (anciennement catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite).

Les estimations d'emploi

L'évolution de l'emploi est basée sur les bordereaux récapitulatifs de cotisations adressés par les employeurs à l'URSSAF. Les données concernent l'ensemble de l'économie hors secteurs de l'agriculture et secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale).

Les créations d'entreprises

La statistique des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire des entreprises et des établissements.

À partir de 2009, les créations d'entreprises sont diffusées dans la nomenclature agrégée NA fondée sur la NAF rév. 2. Celle-ci permet de mieux suivre les « services » et favorise les comparaisons internationales. Pour plus d'information : voir le site insee.fr rubrique « Définitions et méthodes ».

ZOOM SUR LE « HALO » DU CHÔMAGE...

La définition et la mesure du chômage est complexe et sensible aux critères retenus. En effet, les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir. Le Bureau international du travail (BIT) a fourni une définition stricte du chômage, qui ignore les interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi) ou avec l'inactivité. Certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce qu'on appelle un « halo » autour du chômage. Ce « halo » est calculé par l'Insee à partir de l'enquête Emploi.

Pour la France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,3 %, soit 2,6 millions de personnes. Cependant, 3,4 millions de personnes ne travaillent pas mais souhaitent travailler, qu'elles soient ou non disponibles dans les deux semaines pour travailler et qu'elles recherchent ou non un emploi.

Du deuxième trimestre 2008 au quatrième trimestre 2009, ce halo n'a cessé d'augmenter passant de 2,7 millions à 3,4 millions de personnes.

Réalisée par l'Insee, depuis 1950, l'enquête Emploi est la source statistique qui permet de mesurer le chômage au sens du BIT. Elle permet de mieux cerner la situation des chômeurs et les changements de situation vis-à-vis du travail. Elle fournit aussi des données sur les professions, l'activité des femmes ou des jeunes, la durée du travail, les emplois précaires. Depuis 2003, l'enquête Emploi est trimestrielle et sa collecte auprès d'un échantillon de ménages, est réalisée en continu sur toutes les semaines de chaque trimestre.